

# APPROFONDISSEMENT DU DOMAINE DU VOTE

Episode 1 (12 juillet 2016)



Olivier Durand, Association pour la reconnaissance du vote blanc, Aurélia Troupel, science politique à Montpellier, Sylvain Manternach, cartographe, Jean Lassalle, député et Alexandre Malafaye, président de Synopia.

## Vivre et voter sur un territoire

Les campagnes sont-elles les nouvelles conquêtes du Front National ou bien est-ce en leur sein que le dynamisme républicain est encore réel ?

**Olivier Durand** : Approfondissement du domaine du vote : c'est la collection sonore que lancent le think tank Synopia et l'association pour la reconnaissance du vote blanc. Il s'agit de réfléchir sur ce que pourrait devenir notre démocratie électorale si elle se donnait les moyens d'être plus ambitieuse. Sachez que nous voterons en 2017 comme nos arrière-grands pères en 1914. Sommes-nous partis pour 100 ans de plus de démocratie représentative timide et peu efficace quand les temps sont durs ou bien donnerons-nous plus de force à notre vie électorale ?

Il faudra bien un jour accorder plus de confiance au citoyen électeur et donc plus de pouvoir lors du vote. Tous ces gens appelés aux urnes certains dimanches devront eux-mêmes se faire entendre pour avoir plus de poids dans le choix de leurs représentants. Il n'en reste pas moins que les universitaires devraient avoir un discours moins

conventionnel sur ces questions, les ténors éditorialistes et autres faiseurs d'opinion être moins en connivence avec les gouvernements, se montrer plus hardis et le personnel politique penser qu'il ne légifère pas que pour lui quand il débat sur le code électoral. Aujourd'hui, nous allons faire un constat, un constat qui va peut-être bousculer certaines certitudes. Quelles peuvent être les motivations profondes des gens quand ils votent ? Et si l'endroit où ils vivent avait une importance sur leur vote ? Les campagnes sont-elles déjà les nouvelles conquêtes du Front National ou au contraire est-ce en elles que le dynamisme républicain est encore réel ?

Pour en parler, nous avons demandé à Aurélia Troupel, spécialiste en science politique à l'université de droit de Montpellier, à Sylvain Manternach cartographe qui travaille régulièrement avec l'institut IFOP et à Jean Lassalle, député des Pyrénées-Atlantiques, peut-être candidat à la présidentielle de 2017, de nous faire partager leurs travaux et leur expérience.

Je me tourne tout de suite vers Sylvain Manternach puisqu'il va pouvoir nous parler de la façon dont on peut définir aujourd'hui ce qui amène les gens à voter. Ces dernières années, on commence à voir d'autres critères pour comprendre pourquoi telle personne vote, notamment des critères liés à la vie quotidienne et à l'endroit du territoire où la personne se trouve ; on parlera par exemple d'éloignement par la route du lieu de décision, il peut y avoir aussi les équipements administratifs, les équipements ludiques... Ce serait bien que vous cartographe qui travaille régulièrement sur les élections vous amenez comme éléments pour essayer de comprendre pour quoi les gens ont voté.

**Sylvain Manternach** : Récemment, sur les régionales de 2015 et les européennes de 2014, avec l'IFOP on a pu apporter un certain nombre d'analyses. Les européennes sont plus anciennes et un travail statistique assez éclairant a déjà pu être mené à partir d'une base de données sur des communes de moins de 500 ou entre 500 et moins de 1 500 habitants. On travaille plus particulièrement sur le Front National et on constate un lien de corrélation très fort et linéaire en fonction des communes qui disposent ou pas d'un certain nombre d'équipements et de commerces. La liste comportait les médecins, les bureaux de poste, les pharmacies, les boulangeries, les boucheries, les épiceries, les cafés-restaurants, les banques ou caisses d'épargne... On voulait tester l'idée que moins on bénéficie de ces équipements et plus on peut avoir le sentiment de relégation - qui va entrer en résonance avec des discours qui sont très forts au Front National - et plus on va adhérer à un certain nombre de représentations, notamment une des problématiques centrales du FN et de ses électeurs qui est la préoccupation de l'immigration alors qu'elle n'a pas d'effets dans les petites communes étudiées. La question de l'isolement marche à plein. On a constitué deux groupes : pour les moins de 500 habitants, quand aucun des neuf services cités précédemment n'est présent, le Front National obtient des scores à 30,8% ; chaque fois qu'un de ces services s'ajoute, le FN diminue, jusqu'à arriver à 23% quand tous sont présents, ce qui fait un différentiel de 7,2 points. Pour le second groupe, celui des communes entre 500 et 1 000 habitants, on part de 31,8% quand tous les services sont absents pour descendre à 25,6%. Le coût du logement sera plus bas dans ces communes où de nombreux services manquent, ce qui fait que l'on y trouve une sociologie plus populaire.

**OD** : Jean Lassalle, quand j'ai lu votre livre, je n'ai pas été dépaysé par rapport aux études que mènent l'IFOP et Sylvain Manternach. Vous avez relevé lors de votre tour de France à pied les remarques que les gens vous faisaient et tout ceci se retrouve. Quelqu'un vous dit : « Partout dans la région, pas de boulangerie, pas d'épicerie, très peu de commerces, voire aucun. » On vous interpelle encore : « Monsieur le Député, la vie nous a déjà tout pris : le curé, l'instituteur, le gendarme, le médecin, l'épicier, le facteur... Laissez-nous le

maire ! » C'était à l'époque où l'on voulait faire des concentrations de communes. J'ai l'impression que vous avez retrouvé sur le terrain ce que nous disent les cartographes.

**Jean Lassalle** : Oui, totalement. Il y a une seule chose qui varie, c'est l'intensité. J'ai retrouvé la notion d'équipement, de service, qui vient atténuer ce sentiment d'isolement et, pire, de ne plus faire partie de la même France.



**OD** : Vous parlez de « détresse du monde rural ».

**JL** : Il y a une détresse phénoménale, qui se traduit par deux sentiments, mais elle n'est pas que rurale. Compte tenu de mon accent on me spécialise plutôt dans le monde rural mais j'ai fait plusieurs escapades nocturnes dans des banlieues où je n'avais pas à écarter le nombre de personnes qui voulaient me suivre, je me retrouvais assez souvent seul, mais c'est exactement la même problématique et au fond j'ai été étonné d'entendre un certain nombre de réflexions dans le cœur de Paris – parce que j'ai continué la marche dans Paris. Je me suis rendu compte que là aussi – bien sûr ce n'est pas dit de la même manière – on retrouve la même notion. Je crois que ce qui prévaut, c'est le sentiment d'exclusion, de ne pas faire partie de la même entité et une recherche profonde de cette entité. Comme cette institutrice alsacienne qui m'a dit : « j'ai été une hussarde noire de la République, j'ai passionnément enseigné à lire et à écrire, je l'ai fait fièrement – d'une certaine manière je crois que j'ai contribué à redonner un peu de couleur à ma famille, non pas que j'ai honte de ce qui s'est passé puisque deux de mes frères étaient des 'malgré nous' - et je voudrais savoir qui je suis. Suis-je alsacienne, suis-je française, suis-je européenne ou suis-je mondiale ? Vraiment, ça me prend la tête alors que j'ai vu tant de générations d'écoliers. Quand j'en parle à mes enfants, ils me disent 'qu'est-ce que ça peut te faire maman, tout le monde s'en fout et quand j'en parle à mes petits-enfants ils me disent 'arrête mémé, de toute façon on t'adore mais c'est un monde de vieux et ce n'est plus le nôtre. Qu'est-ce que ça peut faire qui tu es ?' »

**OD** : Est-ce que vous pensez que ça influe sur le bulletin de vote des gens que vous avez croisés et qui vous ont fait part de leur détresse et que ça les amène à ce vote extrême qui peut être le vote pour le Front National ?

**JL** : Oui, complètement. J'avais bien sûr compris que le phénomène s'était installé en entendant tel ou tel ami – mais qui ne l'a pas entendu depuis maintenant une vingtaine

d'années ou plus - le laisser comprendre ou, pour certains, le dire. Mais là, c'est vraiment la première fois que ça vient de dizaines voire de centaines de personnes, des dizaines de maires. Ces derniers, après m'avoir reçu de façon parfaitement urbaine, certains venant même me chercher avec leur conseil municipal à l'entrée de la commune, fièrement – il m'arrivait même d'être applaudi à l'intérieur de la rue principale, ce qui voulait dire qu'ils avaient mis là soit leurs conseillers municipaux ou leurs compagnes/compagnons dans le coup - se sont adressés à moi de la sorte : « Je tiens à vous dire, une grande partie de mon conseil municipal et moi-même votons Front National. Nous ne nous estimons pas en adéquation avec toutes les idées de Jean-Marie Le Pen loin s'en faut, et même j'en suis très éloigné, Marine non plus, mais il faut vraiment changer tout ça, ça ne peut plus durer de cette manière-là. J'ai rencontré aussi des groupes, dans des cités de banlieue mais même dans le monde rural profond qualifiant Marine Le Pen de Bernadette Soubirou. J'en ai déduit que, on le voit dans les petites communes et je suis maire d'un village depuis quarante ans mais là le FN n'a pas pris – 5 ou 6 voix, pas plus – la France est aujourd'hui un pays qui a peur et qui n'a plus confiance en rien ni en personne. Assez étonnamment, si on laisse l'interlocuteur venir nous voir – et j'avais peur au début que les gens me fuient, c'était un de mes cauchemars, les gens courant devant moi pour ne pas me voir – et si on laisse vider ce trop plein de colère, si vous n'essayez pas de les contraindre, il y a un moment où vous pouvez commencer à échanger, c'est là que vous découvrez qu'au fond les Français aspirent à un changement parce qu'ils sentent bien qu'il faut l'accomplir, mais pacifique. Il y a un formidable espoir en eux mais ils ne savent pas comment le concrétiser. En tout cas, pas avec la classe politique actuelle en laquelle ils n'ont plus la moindre confiance. Des journalistes qui avaient suivi certaines de ces rencontres m'ont fait observer qu'ils avaient eu l'impression que ces personnes accomplissaient cela comme un acte civique parce que j'étais un député qui allait au devant d'eux. Pour eux, ils faisaient quelque chose qui était d'inspiration républicaine.

**OD** : Aurélia Troupel, vous, vous travaillez sur des micro-communes de l'arrière-pays héraultais, qui est plutôt connu pour l'intégration ratée de l'immigration harki arrivée dans les années 1960 et là le rejet de cette population a pu être assez vif. En discutant avec ces gens-là, avez-vous retrouvé ce type de discours qui apparemment se développerait dans nos régions peu densément peuplées ?

**Aurélia Troupel** : A l'époque où j'y faisais du terrain ça n'apparaissait pas tant que cela. Ce qui ressortait plus nettement, et c'est ce que l'on retrouve dans d'autres éléments de la littérature, c'est une dissociation entre les élections très locales – municipales, départementales – dans les petites communes rurales puis les élections bien plus lointaines comme notamment les présidentielles. Donc s'il y a un même élan, en tout cas une participation assez constante puisque dans les petites communes on constate une participation très forte aux élections, on voit que l'intérêt n'est pas toujours le même et les électeurs sont tout à fait capables de voter pour un conseiller général de gauche alors que le maire du village est à droite parce qu'ils connaissent très bien le conseiller général ; ça se passe bien, il y a de bonnes subventions et il va bien représenter le territoire.

**OD** : Ce village de Liausson, que vous avez plus particulièrement étudié, est-ce qu'il correspond à ces lieux où l'on se sent loin – on n'est pas forcément loin de Montpellier quand on est à Liausson – est-ce qu'on perdu la poste, est-ce que ça correspond à cette France qui se sent oubliée ?



**AT** : Il n'y a même plus d'école. Il restait une classe unique mais qui a disparu. On est à une cinquantaine de kilomètres de Montpellier avec pourtant des rues où parfois il n'y a même pas le téléphone fixe. De grosses rivalités existent parce que certains ont accès à Internet et d'autres pas. C'est vraiment un autre mode de vie. Après ce travail sur Liausson où avec Sylvain Barone on avait mené des entretiens avec 25% de la population, au moment de la présidentielle de 2012 et aux municipales précédentes, on avait eu envie de s'intéresser aux élections en milieu rural. C'est un des angles morts assez souvent en science politique. Et ça nous permet de voir comment réagissent ces toute petites communes suite à la réforme des élections municipales prenant effet en 2014 jusqu'aux dernières réformes pour les élections départementales, voire régionales qui ont entraîné une reconfiguration des territoires. Si en milieu urbain c'est passé pratiquement inaperçu, en milieu rural ça change complètement les données. On se retrouve tout à coup avec des cantons qui sont immenses à parcourir, où l'on n'identifie plus forcément le conseiller départemental.

**OD** : On sera amenés à parler de ce changement de 2014 pour insister plutôt sur comment ça fonctionnait au moment des municipales dans ces petites communes parce que, face à ce constat plutôt désespéré, je suis assez content de venir avec mon vote blanc pour redonner du positif et se dire que ça peut repartir. Il est vrai Jean Lassalle que vous avez fait le tour de France, mais vraiment fait le tour, et du coup vous n'êtes pas passé dans cette zone dont je vais parler, qui est le centre et que nous appelons à l'Association pour la reconnaissance du vote blanc la France du vide où on a des départements avec des densités plutôt basses, des endroits où l'on pourrait se dire que l'on est très éloigné de tout. Nous avons constaté que dans ces départements le vote blanc est élevé dans les élections à un tour ou aux premiers tours des élections à deux tours. L'Aveyron par exemple, la Creuse, la Corrèze ou le champion des champions, la Mayenne. On est dans une France qui pourrait se sentir, comme vous l'avez dit, abandonnée – Paris nous abandonne, on est perdus – et pourtant on a du vote blanc. On pourrait en conclure que le vote blanc signifie que les Français ne se retrouvent plus dans le fonctionnement du pays, ni dans les candidats qui se présentent et ne votent plus pour eux. Sauf que lorsque l'on regarde vote Front National et abstention, on s'aperçoit que le vote FN n'obtient pas de gros résultats et que l'abstention est plutôt basse. Ce sont donc des gens qui se déplacent pour aller voter, quand ils vont voter ils choisissent des candidats et quand ils

ne sont pas contents ils votent blanc. Ils ne votent pas blanc tout le temps parce que l'on a constaté que, comme pour l'abstention, les gens qui votent systématiquement blanc sont très peu nombreux ; une fois je vote blanc, d'autres fois je vote pour un candidat. A l'Association pour la reconnaissance du vote blanc on préfère considérer que l'on est en présence de populations qui croient en l'élection, des électeurs qui croient encore que le bulletin peut changer les choses. En revanche, à l'est de la France – à l'est d'une ligne Cotentin/Clermont-Ferrand/Perpignan – on trouve un vote Front National et une abstention élevés et un vote blanc bas sauf dans quelques zones moins urbanisées. On peut s'expliquer pourquoi. Ce sont des régions à fortes densités où la crise économique et sociale a frappé lourdement (Nord, Lorraine, région de Saint-Etienne) et beaucoup de gens se sentent accablés et se disent que ce n'est pas un bulletin que va améliorer leur quotidien. Soit on ne vote pas, soit on choisit de donner un coup de massue en recourant à un vote extrême. Il y a aussi le pourtour méditerranéen, qui lui n'a pas été industrialisé au XIX<sup>e</sup> siècle, mais où l'immigration a été ratée d'où abstention et vote FN élevés. Je ne partage donc pas votre avis que les campagnes seraient désespérées. Je me demande même si ce n'est pas là que l'on a les bases d'un renouveau pour le XIX<sup>e</sup> siècle ; ce n'est pas dans Paris, pas dans le VII<sup>e</sup> arrondissement où vivent des élites qui votent pour leurs camarades ou pour X parce que ça satisfera leurs idées. Si je vous lance cela à vous, Sylvain Manternach et Jean Lassalle, qui avez donné une vision de campagnes qui votent Front National. A été faite par l'IFOP une étude sur la Sarthe où la règle de la commune éloignée de la préfecture, mal desservie par le réseau routier et donc vote FN élevé, est respectée mais quand on regarde d'autres cas ce n'est pas aussi tranché. Ne faudrait-il pas mieux regarder de façon plus pointue le vote de ces régions plutôt que de généraliser l'idée que les campagnes se sentent abandonnées et votent FN ?



**SM :** En géographie, le mouvement géopolitique dont je viens, celui insufflé par Yves Lacoste, on regarde différents niveaux géographiques d'analyse. Les études dont je parlais montrent qu'il n'y pas les mêmes manques dans les services à la personne. Ils sont plus absents dans les petites communes mais c'est plus vrai dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie, en Alsace-Lorraine-Champagne-Ardennes ou en Bourgogne-Franche-Comté qui sont des endroits où le vote Front National est très fort alors que dans d'autres endroits où ce vote reste contenu – Bretagne, Pays-de-la-Loire ou Rhône-Alpes-Auvergne – les communes où l'on manque de tous ces équipements sont moins nombreuses. Quand on regarde simplement ce critère qui contribue à un sur-vote Front National on a une diversité sur les territoires à l'échelle des régions qui est très importante. Evidemment, à l'intérieur



de chaque département on va aussi trouver des différences et, entre guillemets, par rapport à une analyse de type national, heureusement qu'il y a des anomalies. Il faut démultiplier les études pour affiner les modèles.

**OD** : Et comment reprenez-vous dans cette analyse le périurbain ? Vous avez jusqu'ici employé le terme de 'rural' et en géographie a été développé le concept de périurbain. C'est bien le rural qui manifeste une crise plus que le périurbain.

**SM** : Là il n'y a pas eu de différence de fait sur la proximité aux grandes villes et aux grandes aires urbaines. Dans ce type de travail, la problématique n'est pas explorée de cette manière-là mais le périurbain, plus ou moins lointain – dans l'Aisne, n'est-on pas dans du périurbain de la région parisienne, comme dans l'Oise ? – deux départements un peu plus élevés dans le vote Front National. On a peut-être une impression de relégation plus forte que dans le Val-d'Oise ou dans la Seine-et-Marne. Il y a sans doute un effet d'intensité entre ces deux territoires dans la problématique du grand Bassin parisien. Et il faut ensuite prendre chaque cas géographique et l'analyser séparément.

**OD** : Jean Lassalle, est-ce qu'il faudrait que l'Etat se remette à construire des routes, agisse pour que tout le monde soit bien connecté à Internet et que des investissements soient faits dans tous ces aspects pratiques pour que cette escalade s'arrête ?

**JL** : Cher Olivier, je crois l'avoir dit en commençant - mais c'est vrai qu'après je n'y suis plus revenu mais ça corrobore ce que j'ai dit - je n'ai pas trouvé un vote linéaire à travers mon tour de France. Ça dépendait beaucoup des régions. Et je vous ai dit que j'avais eu beaucoup de surprises à l'entrée de Paris et même dans le cœur de Paris.

**OD** : Je peux rajouter que vous écrivez : « Ces questions je les ai retrouvées aux quatre coins de la France, à l'exception notable du Sud-Ouest, du Massif-Central avec notamment le phénomène Michelin. Vous êtes donc passé par le Puy-de-Dôme et vous avez trouvé une situation pas aussi catastrophique.



**JL** : Et la Bretagne aussi, à laquelle j'ajouterai peut-être la Corse. Ce que vient de dire Aurélia – j'en suis très heureux parce que c'est la première fois que je l'entends dans la bouche d'un spécialiste des sciences politiques – c'est le changement des modes de scrutin pour les élections locales. Dans ma commune, nous avons eu la chance d'obtenir plusieurs plaques du premier prix de la citoyenneté – il doit y en avoir une dizaine. Lors des trois dernières législatives auxquelles je participais, dans un territoire rural, j'avais quinze cantons dans ma circonscription et aujourd'hui il n'en reste pas tout à fait trois. Je suis sur un territoire qui d'un bout à l'autre fait trois cents kilomètres, de 18 kilomètres des flots de l'océan jusqu'au pied de ND de Lourdes. Toutes les communes, les grandes – comme Oloron-Sainte-Marie, même si ce n'est pas si grand à l'échelle de la France - les moyennes et les petites ont pulvérisé des records de participation. Pour une raison simple, il y a débat. Et tant que vous avez du débat, une vie politique s'exerce et les jeunes – qui ailleurs sont moins présents – participent aussi à côté des parents, avec parfois un avis radicalement différent du leur, mais ils s'expriment. Comme je défends mes positions avec un certain acharnement, j'ai aussi des adversaires qui n'ont qu'une idée, c'est de prendre ma place ou de m'abattre et j'ai eu toute forme d'élection. Je peux vous dire que lors de la dernière élection législative de 2012, dans les 253 communes que compte la circonscription, on a dépassé les 80% de participation. Mais déjà aux municipales de 2014 il y a eu effondrement du taux de participation, alors que j'aurais mis ma main à brûler que ce serait une élection qui ne bougerait pas parce que partout les Français sont attachés à leur maire et qu'il y a une compétition qui favorisait ce phénomène. Ça a chuté de 50% dans mon département des Pyrénées-Atlantiques (30% de perdu). Les résultats des départementales et des régionales de 2015 ont accentué encore plus la baisse et nous ont fait rejoindre les scores au niveau national. Nous avons eu du mal dans beaucoup d'endroits à dépasser les 30% de participation. Le décrochage a été d'une rapidité fulgurante.

Je pense que dans ce cas-là, vous pouvez leur faire des routes, peut-être une apparition de la Vierge pourrait-elle faire quelque chose. Vous le sentez à travers mon livre – le nombre de personnes qui m'interpellent – on m'a dit tu en as trop mis et je réponds : 'mais j'entends que ça !' – pour me dire : « Laissez-nous les maires » mais ce ne sont pas les maires qui s'opposent pour donner leur signature à un candidat d'un parti installé mais ce sont leurs conseillers municipaux. Pour eux, on les a 'assez nettoyés', il ne reste plus rien, ils sont tous pareils. Et bien il faudrait qu'il n'y en ait aucun qui obtienne les cinq cents parrainages. C'est un phénomène nouveau. Quant aux électeurs, ils ont encore plus leur franc-parler et parmi eux les anciens maires, qui n'ont plus à tenir le rang qu'ils devaient tenir et du coup se lâchent – ils ont raison – et disent que c'est la fin des communes. Ils en veulent terriblement à Sarkozy qui le premier a commencé à lancer cette histoire ; ils ont beaucoup voté Hollande parce qu'il avait pris des engagements très forts. On a encore en tête l'image de François Hollande et Ségolène Royal venus ensemble dans la Creuse pour combattre l'idée de conseillers départementaux créés par Sarkozy. Ils avaient juré qu'il ne fallait pas faire cela puis le même devenu président reprend la même logique sans l'avoir annoncé. Mitterrand avait fait la déconcentration mais il l'avait annoncé et les communautés de communes avaient été très bien acceptées parce qu'apparaissant au service des communes. Cette fois-ci, cela va nous réserver des surprises dans ces lieux qui résistaient à l'avancée du FN par tradition, par esprit républicain indemne.

**OD** : Justement, cet esprit républicain... Aurélia Troupel a travaillé sur ces petites communes avant la réforme municipale de 2014 et c'est intéressant parce que ces élections municipales permettaient à ces gens de communes de moins de 3 500 habitants de voter, vous dites, dans « un mode d'autogestion ». Ils avaient le pouvoir de faire un petit peu ce qu'ils voulaient et surtout ceux qui vivaient depuis longtemps dans



ces communes et qui étaient habitués à ce type de scrutin : « Ils s'adonnent au panachage, ils ne passent pas par l'isoloir, ils font leur bulletin à la maison ». En revanche, ceux qui venaient d'arriver plus récemment étaient un peu plus disciplinés. Ca me ramène à mon idée que dans ces zones peu peuplées, éloignées, on a des gens qui ont l'esprit républicain, frondeur.

**JL** : Pas 'ce qu'ils voulaient' mais ce qu'il fallait. Ils avaient le sentiment de faire ce qu'il fallait.

**AT** : En effet, avant 2014, quand il y avait le mode de scrutin plurinominal majoritaire, dans les villes de moins de 3 500 habitants, on s'approchait presque le plus d'une certaine forme – ce que je dis est idéal-typique – de démocratie participative. L'électeur avait vraiment la possibilité de composer pratiquement le conseil municipal qui lui convenait ou qui lui semblait le plus apte à diriger la commune. Il avait la possibilité de panacher, de rayer le bulletin, d'ajouter des noms. Il disposait d'un nombre de voix quasiment équivalent au nombre de sièges à pourvoir. En fait il pouvait rédiger son propre bulletin. Tout ceci a changé de façon radicale et très massive en 2014. De manière paradoxale, on a abaissé à 1 000 habitants le seuil à partir duquel - pour introduire plus de démocratie dans les élections communautaires puisqu'il était question que ces conseils communautaires soient élus au suffrage universel direct et pour qu'il y ait le plus possibles de conseillers communautaires élus au suffrage universel - on a changé le mode de scrutin. Ainsi, on s'est retrouvé avec de toutes petites communes, qui jusqu'à présent étaient caractérisées par une certaine sorte d'anarchie électorale organisée, devant se plier aux règles en vigueur dans les communes de plus de 3 500 habitants : déclaration de candidatures, listes bloquées, listes paritaires alors que jusqu'à présent c'était tout un foisonnement. Un foisonnement qui fonctionnait bien : on n'avait pas forcément de campagne, pas forcément de profession de foi mais il y avait malgré tout une circulation d'information de façon formelle par des échanges dans la rue, des petites réunions. Il y avait une connaissance des enjeux qui était forte et bien identifiée. En 2014, avec ce changement de scrutin, on a enregistré – et cette fois-ci on a fait une enquête au niveau national - une forte réaction dans ces petites communes, notamment celles entre 1 000 et 1 500 habitants, on a vu une explosion massive et drastique du vote blanc et nul et aussi une augmentation de l'abstention. Aux municipales de 2014, c'est la première fois que le pourcentage de votes blancs et nuls a été aussi élevé et il n'a pas à présent été égalé et il est particulièrement très élevé dans les communes comptant entre 1 000 et 1 500 habitants. Ce sont celles qui ont eu un changement très radical, qu'elles n'ont pas eu le temps de préparer, alors que d'habitude, au moment d'un changement, on annonce que cela va changer mais il y a toujours un moratoire, plusieurs années avant que cela ne s'applique. Cette fois-ci, pas de moratoire puisque ça a été décidé en 2000 mais jusqu'à 2013 il y a eu un flou pour savoir à partir de quel seuil les communes allaient être concernées : 1 500 habitants, 500, 2 500 ? La répercussion a été un impact sur l'offre électorale et dans un grand nombre de communes, au lieu d'avoir plusieurs listes ou plusieurs personnes qui étaient candidates on a eu, pour plus de la moitié de ces communes, une seule liste. Les électeurs avaient le choix entre voter pour cette liste telle quelle – sans pouvoir y rayer des noms ou la panacher -, s'abstenir ou voter blanc. Le vote blanc est devenu la seule alternative. Ça pose de grandes questions comme celle de savoir si le vote blanc pendant quelques années encore va permettre de maintenir ce mécontentement ou si on va aller vers une désaffection des électeurs dans ces territoires qui jusqu'à présent étaient les plus participatifs, les plus impliqués dans la vie politique. L'ensemble des réformes qu'il y a pu y avoir derrière lors des régionales et surtout des

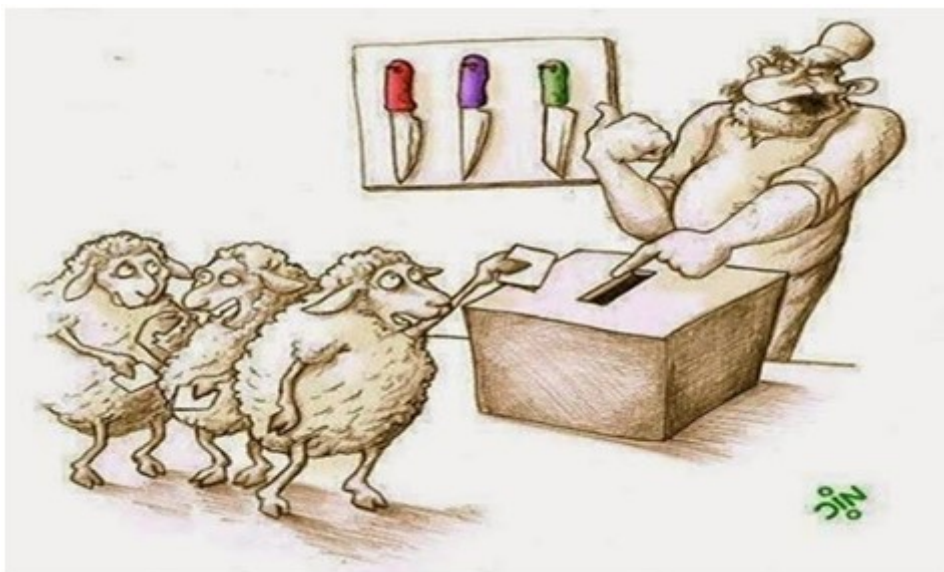
départementales a amené à accroître cette dilution de ces petites communes qui ont perdu leur poids – sans parler de l'influence de l'intercommunalité, des transferts de compétence, de l'abandon du plan local d'urbanisme qui est en train de passer à l'intercommunalité – je pense que les élections municipales de 2020 vont être à cet égard très intéressantes à regarder.

**OD** : En conclusion, on peut se dire attention danger si on abandonne les campagnes pas sur le plan matériel mais sur le plan démocratique parce que c'est un peu le dernier espace où l'on pouvait s'exprimer alors que dans les villes il y a longtemps que l'électeur est devenu lobotomisé – le terme est fort mais je l'emploie à dessein. Malheureusement, on de la part de la science politique un discours négatif sur le vote blanc dans les campagnes qui seraient composées de gens un peu attardés, qui iraient voter parce qu'ils y sont obligés et une fois dans l'isoloir ils votent blanc. On compte sur la nouvelle génération comme vous pour changer ce discours.

Les campagnes ne sont pas forcément le nouvel accès du Front National pour arriver au pouvoir suprême ; ce sont des lieux où on peut encore résister et peut-être Jean Lassalle, si vous refaites un tour de France en passant par là vous trouverez, Jean Lassalle, des gens qui vous diront qu'ils sont prêts à agir même si ce sont des territoires éloignés.

**AT** : Dans le rural, si je reprends une expression qui est à la mode, je dirai que l'on était dans le circuit court du politique : on votait et on voyait très bien qui faisait quoi et une répercussion à très courte échelle sur son quotidien. Aujourd'hui, on ne sait plus qui fait quoi, on ne connaît pas les compétences des intercommunalités qui varient d'une à l'autre et on ne sait même pas quelles communes en font partie parce que ça change sans arrêt tout comme le mode d'élection. Au fur et à mesure, les seuls verrous, les seuls socles qui restaient, municipales, cantonales, tout ça a été changé. On a vraiment sapé tout ce qui permettait à ces électeurs de s'y retrouver, de voir l'implication quotidienne de la politique et l'intérêt du coup d'aller y participer.

**OD** : Jean Lassalle : pessimisme, optimisme ?



**JL** : Sur ce plan-là, un très grand pessimisme. A mon avis, on n'attendra pas les municipales, on va le voir dès la présidentielle et aux législatives. Il y a réellement une très

grande colère. Des gens me disent : 'Un citoyen, je l'ai été mais maintenant, où est le sens de ce que nous faisons ?' C'est la raison pour laquelle je milite passionnément pour le vote blanc. J'ai plaidé de toutes mes forces pour qu'on l'institutionnalise pour les élections à venir. Ce qui a choqué beaucoup de personnes qui votent blanc, c'est qu'on a fait semblant de le reconnaître et ça, ça les a encore plus accablés. Ils disent qu'ils ne se reconnaissent absolument pas dans les choix qu'on leur propose. Selon eux, ce sont tous les mêmes. Et le fait de ne plus pouvoir panacher dans les petites communes en mettant une croix sur celui qui vous enquiquine et pour lequel vous êtes obligé de voter si vous voulez que votre liste gagne, c'est terrible. Le vote blanc – je l'ai encore dit à Manuel Valls quand on a bricolé les conditions pour accéder à l'élection présidentielle, le mardi qui a suivi le second tour des régionales, toutes affaires cessantes, les rendant plus difficiles : « Manuel, tu as l'art de faire passer les choses par tous les moyens, institutionnalise donc le vote blanc si tu ne veux pas nous singulariser d'une manière grave, à nos propres yeux mais aussi à ceux de l'Europe ou du monde entier parce que ces élections vont faire très mal. Si l'électeur n'a pas cette capacité de dire 'j'ai un bulletin qui pèse' ou 'je ne me reconnais en aucune manière en aucun d'entre vous et je le signifie par un vote blanc magistral', eh bien on va le payer très cher et donc urgence, urgence absolue.

**OD** : Beaucoup de travail donc en vue pour les cartographes en 2017 parce qu'apparemment ça va chauffer.

**SM** : Il va y avoir beaucoup d'analyses à produire. On va pouvoir s'inspirer de ce qui a été fait mais si le niveau du FN va monter, ça ne sera pas de façon équivalente en fonction des territoires. Pour revenir sur ce qui a été dit sur les maires et les conseillers départementaux, il faut noter qu'au moment des départementales on a noté une exception dans cette période où le Front National est dans une dynamique globale positive : c'est dans les territoires ruraux qu'il a – entre les européennes de 2014 et les départementales de 2015 - légèrement reculé ; sur deux critères : soit les gens votaient pour le sortant de leur territoire et comme les cantons sont devenus plus vastes il y avait parfois dans les binômes trois ou quatre sortants et dans ces territoires là le Front National est freiné ; soit encore plus fort, le lien avec le maire quand le maire fait partie d'un binôme qui se présente sur les élections départementales – ce qui pose le problème du cumul des mandats – il fait en général un très bon score parce qu'il a été élu ou réélu un an avant. Il fait un bon score, les autres partis ont de moins bons résultats et automatiquement le Front National est freiné. Globalement, comme le FN avait très peu de sortants, c'est le parti qui a été le plus impacté dans les territoires ruraux. Malgré ces évolutions institutionnelles, il reste un lien très fort qui est un des rares outils qui ait fait baisser le Front National.

**JL** : Me permettez-vous, Olivier, un mot personnel qui sort quelque peu du débat ? Mais je voulais vraiment mesurer le niveau de notre démocratie au pays des droits de l'homme, dans ce pays où le peuple s'est déclaré souverain, qui a pris grâce à cela une dimension universaliste, et on peut comprendre certains votes car nous sommes tout sauf en démocratie. Nous sommes dans une sorte d'URSS rampante même si bien sûr il n'y a pas le goulag. Mais le sentiment de peur ambiant qui s'est installé, peur de perdre sa subvention, peur de perdre son emploi, peur de ce que va dire untel, peur de se singulariser, peur de se 'Lassalliser' d'une certaine manière, c'est-à-dire d'apparaître atypique, est énorme. Vous avez également un sentiment de vichysme ambiant qui est vraiment délétère. Quand je vois malheureusement la presse de mon pays, qui ne me connaît plus, même si je ne suis pas le plus connu bien qu'étant un des très rares – et

certainement le seul - à n'avoir jamais perdu une élection : plus aucune émission et, si vous pouvez faire passer le message à l'IFOP [clin d'œil à Sylvain Manternach qui travaille parfois avec l'IFOP] ils ne me connaissent pas. J'ai terminé trois événements devant les télévisions du monde entier, et même de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande ou de l'Afrique du Sud qui sont venues. On ne me connaît pas suffisamment pour être 'testé'. Cela me rappelle le niveau des questions que l'on pose ces soirs-ci à l'euro pour donner une idée de ce que l'on croit que les Français sont devenus : Un but vient d'être marqué et on vous demande « quel est le joueur qui l'a marqué » pour gagner une somme de 100 000 euros. Nous avons là une grande part de responsabilité. Nous, élites, nous n'accomplissons plus nos responsabilités, nous sommes en train de nous échapper et tout faire pour garder notre poste chéri. Ca, c'est très inquiétant.



**OD** : Nous vous suivrons pour voir si vous arriverez à être candidat en 2017 et à attirer vers vous médias et sondages.

Pour nous, à l'Association pour la reconnaissance du vote blanc nous répétons que rien ne sert de combattre l'abstention, il faut faire renaître la participation. Je vous remercie, Aurélia Troupel, Jean Lassalle, Sylvain Manternach. Quant à vous auditeurs, pensez à écouter les autres épisodes de notre collection, que vous trouverez sur notre site. A bientôt.

Jean Lassalle, *A la rencontre des Français*, Paris, Cherche Midi éditeurs, 317 pages.  
Sylain Barone et Aurélia Troupel, « Les usages d'un mode de scrutin particulier. Les élections dans les très petites communes », Pôle Sud, N°29, décembre 2008